

Cote du document: EB 2010/101/R.63  
Point de l'ordre du jour: 26  
Date: 14 décembre 2010  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI**

### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

#### **Shantanu Mathur**

Coordonnateur, programme de dons  
téléphone: +39 06 5459 2515  
courriel: [s.mathur@ifad.org](mailto:s.mathur@ifad.org)

#### Transmission des documents:

#### **Liam F. Chicca**

Fonctionnaire responsable des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2462  
courriel: [l.chicca@ifad.org](mailto:l.chicca@ifad.org)

Conseil d'administration — Cent unième session  
Rome, 14-16 décembre 2010

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>i</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>2</b>
<b>Annexes</b>	
I. Alliance pour une révolution verte en Afrique: Accroître l'impact du Fonds de développement des entreprises en Afrique	3
II. Association guatémaltèque d'exportateurs (AGEXPORT): <i>PRO Mercados</i> : Programme en faveur de l'accès des moyennes, petites et micro-entreprises associatives rurales aux marchés d'Amérique centrale	8

## Sigles et acronymes

AECF	Fonds de développement des entreprises en Afrique
AGEXPORT	Association des exportateurs guatémaltèques
AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
MPME	Moyennes, petites et micro-entreprises

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de dons, au titre du guichet mondial/régional, à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

## Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

En application des dispositions de la proposition relative à la rationalisation du processus d'approbation par le Conseil d'administration des projets et programmes financés par le FIDA (document EB 2009/98/R15/Rev.1), à la demande des représentants des États-Unis d'Amérique et de la République bolivarienne du Venezuela, les propositions concernant deux dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), dont le Conseil d'administration avait initialement été saisi dans le document EB 2010/LOT/G.4, sont de nouveau soumises au Conseil d'administration pour examen et approbation durant la cent unième session.

En conséquence, j'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant deux propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricole menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, d'un montant total de 3 millions d'USD.

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) pour le Fonds de développement des entreprises en Afrique (AECF) et Association guatémaltèque d'exportateurs (AGEXPORT) – Programme de liens commerciaux.
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
  - i) AGRA: Accroître l'impact du Fonds de développement des entreprises en Afrique;
  - ii) AGEXPORT: *PRO Mercados*: Programme en faveur de l'accès des moyennes, petites et micro-entreprises associatives rurales aux marchés d'Amérique centrale.
3. Les objectifs et la teneur de ces programmes de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes, ainsi que des politiques et institutions, qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.

5. Cette politique vise à obtenir les résultats suivants: a) la promotion d'activités novatrices et la mise au point de technologies et de méthodes innovantes à l'appui du groupe cible du FIDA; b) la promotion par le groupe cible, ou en son nom, d'activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation concernant des questions qui revêtent de l'importance pour les populations rurales pauvres; c) le renforcement des capacités des institutions partenaires afin qu'elles assurent toute une gamme de services d'appui aux ruraux pauvres; et d) la promotion de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions liées à la réduction de la pauvreté rurale auprès des parties prenantes, au sein des régions et entre elles.
6. Les programmes proposés sont conformes à l'objectif et aux résultats susmentionnés, comme suit:
  - a) Le programme visant à Accroître l'impact du Fonds de développement des entreprises en Afrique a pour but de susciter, en Afrique subsaharienne, une croissance des agro-industries qui soit durable et bénéfique pour les populations pauvres. Ses objectifs sont de faire en sorte que les systèmes de marché des agro-industries jouent davantage en faveur des populations pauvres des zones rurales de l'Afrique subsaharienne, en attirant pour cela les investissements du secteur privé vers des projets où les pauvres trouveront place en tant qu'employés, agriculteurs sous contrat, sous-traitants, fournisseurs et consommateurs.
  - b) Le *PRO Mercados*: Programme en faveur de l'accès des moyennes, petites et micro-entreprises associatives rurales aux marchés d'Amérique centrale a pour but de permettre aux petits producteurs des territoires pauvres d'accéder aux marchés grâce à l'amélioration durable de leurs capacités de gestion technique et commerciale, en coordination avec les projets du FIDA et le secteur public, et à la formation de techniciens et de fonctionnaires à l'appui de la création d'emplois et de sources de revenu, de la réduction de la pauvreté et de l'accès à la nourriture.

## Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme visant à Accroître l'impact du Fonds de développement des entreprises en Afrique, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le *PRO Mercados*: Programme en faveur de l'accès des moyennes, petites et micro-entreprises associatives rurales aux marchés d'Amérique centrale, accordera un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) à l'Association des exportateurs guatémaltèques (AGEXPORT) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA): Accroître l'impact du Fonds de développement des entreprises en Afrique**

## **I. Contexte**

1. Le Fonds de développement des entreprises en Afrique (AECF) accorde des dons et des prêts sans intérêts à des sociétés privées établies dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. L'objectif recherché est de faire en sorte que les agro-industries, la finance rurale et d'autres mécanismes du marché rural jouent dans un sens plus favorable pour les populations pauvres de certains pays africains. Le fonds est hébergé dans les locaux de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, à Nairobi, et il possède des agences à Accra (Ghana) et Johannesburg (Afrique du Sud). Actuellement capitalisé à hauteur de 65 millions d'USD, il a obtenu des financements de la part du ministère britannique du développement international (DFID) du Royaume-Uni, des gouvernements des Pays-Bas et de l'Australie, du FIDA<sup>1</sup> et du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP). L'AECF permet au secteur privé, en Afrique subsaharienne, de tester de nouvelles technologies et de nouvelles idées d'activité qui sont profitables aux populations rurales pauvres tout en préservant et renforçant la viabilité commerciale. Il est impératif que le secteur privé investisse davantage dans l'agriculture, développe les marchés, introduise des pratiques agricoles plus modernes et plus axées sur la commercialisation et trouve de nouvelles idées d'activité, afin que les petits exploitants accroissent leurs revenus et sortent de la pauvreté. La formule des fonds de développement est employée avec succès depuis plus de dix ans par un certain nombre de donateurs bilatéraux, tels que le DFID, le Ministère néerlandais des affaires étrangères et l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA). Par exemple, le fonds de développement pour l'approfondissement financier (Financial Deepening Challenge Fund [FDCF]) du DFID a fourni des incitations au secteur financier pour que celui-ci expérimente de nouveaux moyens d'offrir des services financiers aux populations pauvres. Sur les 29 projets financés par le FDCF, neuf ont eu un grand impact social tout en procurant des gains financiers très intéressants, la majorité aboutissant à des résultats raisonnables sur le plan social et sur le plan financier. Les 15 millions de livres sterling dépensées ont permis de mobiliser 72 millions de livres sterling de financement privé.
2. Le mécanisme de don utilisé par le fonds de développement est conçu de manière à tirer parti des points forts du secteur privé, à savoir: i) la créativité et la volonté d'innover; ii) la faculté d'expérimenter des idées nouvelles et d'y renoncer rapidement si elles ne donnent pas de bons résultats; et iii) la capacité de mettre en pratique celles qui se sont révélées fructueuses et d'en élargir l'application. Les dons sont accordés suivant un processus ouvert et transparent, les demandeurs devant se disputer l'attribution d'une masse limitée de financement lors de confrontations multiples qui sont organisées par un gestionnaire du fonds. Les critères de sélection des dons sont un condensé de l'approche de l'AECF en faveur des populations pauvres. Le critère de sélection le plus important est l'impact social escompté sur les petits exploitants, suivi par la viabilité du projet commercial et le potentiel de changement systémique dans le sous-secteur. Rien n'est fait pour tenter d'anticiper les demandes du marché, le mécanisme s'adaptant à la créativité du secteur privé. Il s'agit d'un mécanisme souple, capable de définir et, s'il y a lieu, de modifier les types d'idées susceptibles de recueillir l'appui du fonds à chaque stade du processus, ainsi que de moduler le volume des dons.
3. Il est bien certain que les fonds pouvant être obtenus par le canal de l'AECF ne représentent qu'une petite fraction des investissements et des fonds de roulement

---

<sup>1</sup> Le FIDA a octroyé un petit don, d'un montant de 200 000 USD, qui a pris fin en juin 2010.

qui sont nécessaires aux agro-industries en Afrique subsaharienne. S'il veut avoir un impact réel, l'AECF doit privilégier des technologies et des modèles d'activité innovants qui peuvent être à la fois viables sur le plan commercial et bénéfiques pour le développement, mais que le secteur bancaire estime trop risqués. En outre, le fonds de développement entend générer un changement systémique en sélectionnant des projets qui sont susceptibles de changer le mode de fonctionnement du marché et de le rendre plus ouvert aux populations pauvres. Le projet de système de paiement par téléphone portable (*mobile banking*) conçu par Vodafone (M-PESA) au Kenya constitue à cet égard un exemple dont on a beaucoup parlé.

4. La poursuite et l'extension de l'appui du FIDA à l'AECF apporteront des avantages tangibles aux petits exploitants, au personnel des projets financés par le FIDA et au personnel du FIDA travaillant au siège de l'organisation. Des exemples concrets d'avantages pour les populations pauvres ont déjà été recensés, s'agissant des résultats obtenus dans le cadre d'activités financées précédemment par un petit don à l'AECF. En fonction du type précis d'investissement concerné, les petits exploitants sont appelés à bénéficier d'une hausse des rendements et/ou des revenus, grâce à la disponibilité de technologies agricoles améliorées, à un élargissement de leurs débouchés et à un meilleur accès aux services bancaires en zone rurale. Le personnel des projets financés par le FIDA tirera profit de l'établissement de relations de travail avec les opérateurs du secteur privé mettant au point des systèmes de sous-traitance auxquels les petits exploitants bénéficiaires des projets du FIDA prendraient part. La division Afrique orientale et australe tirera un avantage de relations bilatérales avec les bénéficiaires de dons dans le secteur privé, qui l'amèneront à envisager de nouvelles possibilités à mesure que le FIDA et le secteur privé développeront des partenariats naissants, aussi bien à l'échelle individuelle des pays qu'à l'échelle régionale. Enfin, le FIDA sera à la fois partie prenante et bénéficiaire du processus d'apprentissage prévu dans le dispositif actuel de l'AECF. Cette collaboration va au-delà des activités classiques de suivi et évaluation (S&E) et s'étend à des études de cas, à des publications et à des ateliers, tous destinés à dégager des enseignements utiles du flux de données.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

5. Le FIDA reconnaît de plus en plus que les agro-industries et les prestataires de services privés ont à jouer un rôle primordial dans l'élévation des revenus des petits exploitants. Le développement de partenariats avec les opérateurs du secteur privé est devenu une priorité institutionnelle. L'accent est placé désormais sur l'aide à apporter aux petits exploitants pour qu'ils se comportent en gestionnaires d'entreprises rentables. Du fait de son mandat institutionnel, le FIDA possède des possibilités et une expérience limitées en matière d'interaction concrète avec les agro-industries grandes ou moyennes. Une plus grande implication aux côtés de l'AECF offrira au FIDA la possibilité de promouvoir des partenariats entre petits exploitants et agro-industries, en même temps que de s'ouvrir à la collaboration avec le secteur privé et d'enrichir son expérience à cet égard.

## **III. Le programme proposé**

6. Le programme a pour but général de susciter, en Afrique subsaharienne, une croissance des agro-industries qui soit durable et bénéfique pour les populations pauvres. Ses objectifs sont de faire en sorte que les systèmes de marché des agro-industries jouent davantage en faveur des populations pauvres des zones rurales de l'Afrique subsaharienne, en attirant pour cela les investissements du secteur privé vers des projets où les pauvres trouveront place en tant qu'employés, agriculteurs sous contrat, sous-traitants, fournisseurs et consommateurs.

7. Le groupe cible immédiat est le secteur privé marchand, aux niveaux tant des agro-industries que des services financiers ruraux. Le groupe cible ultime est constitué par les petits exploitants et leurs familles, qui retireront un avantage notable de chaque projet de l'AECF.
8. Le programme durera trois ans et comportera trois grandes composantes:
  - commercialisation et sélection des propositions;
  - gestion, suivi et évaluation des projets; et
  - diffusion des savoirs et apprentissage.

#### **IV. Résultats et avantages escomptés**

9. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
  - des projets conduits par le secteur privé qui soient commercialement viables et qui démontrent que les pauvres constituent un marché aux besoins duquel il est possible de répondre de façon durable et rentable;
  - des projets qui aient un grand impact sur le développement par l'accroissement des revenus et la création d'emplois pour les populations pauvres vivant en zone rurale. L'expérience des projets en cours conduit à estimer que, dans les zones rurales de l'Afrique subsaharienne, au moins 100 000 petits exploitants tireront profit de la contribution du FIDA, en termes d'emplois, d'accès aux marchés et de hausse des revenus;
  - des projets qui aient un impact plus large sur les systèmes de marché et qui montrent que les modèles d'activité innovants sont reproductibles et peuvent apporter des avantages aux pauvres; et
  - un changement général du système de marché faisant suite à la démonstration de nouveaux modèles d'activité ou de nouvelles technologies susceptibles d'être largement adoptés.

#### **V. Modalités d'exécution**

10. L'AECF exerce ses activités en tant que programme de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, avec une identité, des règles de gouvernance et une stratégie de marque qui lui sont propres<sup>2</sup>. Le choix de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique comme institution d'accueil a été mûrement réfléchi, car il garantit à l'AECF la capacité d'opérer dans l'ensemble de l'Afrique de manière efficace et transparente.
11. La gestion stratégique de l'AECF, y compris la liaison avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, les donateurs et le gestionnaire du fonds est assurée par un directeur exécutif et son adjoint. La gestion courante du fonds est confiée à un consortium de sociétés de conseil ayant à sa tête KPMG.
12. Le comité des investissements de l'AECF, composé d'experts éminents des agro-industries et du monde financier, approuve tous les investissements à effectuer par le fonds sous forme de prêts sans intérêts ou de dons, en fonction d'orientations adoptées par le conseil des gouverneurs et de critères rigoureux et détaillés. Les investissements sont suivis attentivement dans trois grands domaines:
  - i) performance commerciale: le projet est-il commercialement viable, rentable et durable?
  - ii) impact sur le développement: dans quelles proportions les revenus des agriculteurs ont-ils augmenté et combien d'emplois ont-ils été créés?
  - iii) impact global sur les systèmes de marché: le système de marché a-t-il évolué, d'autres sociétés sont-elles entrées sur le marché, les conditions d'exercice de l'activité des entreprises se sont-elles améliorées?

---

<sup>2</sup> <http://www.aecfafrica.org>.

## VI. Coût et financement indicatifs du programme

13. Il est proposé que le FIDA verse au panier de financement des donateurs de l'AECF un montant de 1,0 million d'USD.
14. La commission de gestion s'établit à 6 % par an sur la période de trois ans. Le mécanisme du panier de financement exclut *a priori* la communication d'informations détaillées sur la façon dont la contribution du FIDA sera dépensée. Toutefois, au vu des dépenses de l'AECF enregistrées à ce jour, on peut estimer que la contribution du FIDA se répartira comme suit:

### Résumé du budget et du plan de financement (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Investissements AECF	800	Financement panier
Suivi et évaluation	60	Financement panier
Gestion du fonds	140	Financement panier
<b>Total</b>	<b>1 000</b>	

## Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	A positive contribution made to pro-poor growth in selected African countries	No of people who benefit from ACEF projects	Data collected and reported by ACEF supported projects	
<b>Objectives</b>	Agribusiness, finance and information market systems work better for the poor in rural areas of selected African countries	Growth of agribusiness sector in selected African countries Growth of financial sector in selected African countries % of ACEF projects contributing to one or more of the impact areas that contribute to market system improvements	Baseline data to be sourced from World Bank and others Annual Reports verified by independent evaluations of performance and impact	Market system improvements and investments in businesses in selected countries stimulate/enhance effectiveness of future government, private sector and donor investments. Governments and private businesses willing and able to take advantage of the new opportunities that result from market improvements.
<b>Outputs</b>	1) Mechanisms in place to identify, select, support and monitor projects 2) Projects and business ideas selected and funded by the ACEF are innovative and demonstrate that new business models are replicable and can benefit the poor 3) Projects and business ideas selected by the ACEF are commercially viable 4) Projects and business ideas selected by the ACEF have a high development impact in terms of increased incomes and job creation for poor people living in rural areas	1.1 No of contracts signed by AGRA by the end of each milestone year 1.2 Capitalisation of fund (US\$) 1.3 No of special windows designed and tested 2.1 % of projects in ACEF's portfolio of approved projects that are marked 3 or above on the ACEF innovation scale 2.2 % projects where innovation is recognised and disseminated 3.1 % of projects/business ideas that are profitable after 36 months 3.2 % of repayable grants that are repaid to ACEF on time or within 12 months due date 4.1 (a) No of poor people benefiting from ACEF funded projects; 4.2 Job creation. (a) Number of new jobs (FTEs) created in businesses and related supply chains in year.	ACEF progress reports based on MIS data  ACEF progress reports based on MIS data	Global market conditions are not worse than baseline year Political events do not increase risks Additional donors can be persuaded to support the ACEF with sufficient funds to make systemic change possible Donors allow sufficient flexibility to develop new mechanisms that have a greater chance for impact on market systems Other programs are effective in supporting the ACEF in promoting investment climate reform Innovative business models and technologies are adopted and copied by other businesses, including those supported by the ACEF. Business environment constraints do not prohibit adoption within the country or replication across countries
<b>Key Activities</b>	- Market, select and contract a minimum of 70 business projects - Business Development and capacity building - Project management - Dissemination of project results - Demonstration and communication - M&E - Knowledge dissemination and learning - Hand over projects to investors			

## **Association guatémaltèque d'exportateurs (AGEXPORT): *PRO Mercados*: Programme en faveur de l'accès des moyennes, petites et micro-entreprises associatives rurales aux marchés d'Amérique centrale**

### **I. Contexte**

1. La pauvreté rurale persiste en Amérique latine et dans les Caraïbes malgré les ressources de la région, ses capacités et ses perspectives de liens avec l'économie mondialisée. Le FIDA a eu comme stratégie de favoriser l'accès aux marchés pour améliorer les perspectives des ruraux pauvres. Il y a, sur les marchés mondiaux, une demande croissante pour les produits d'Amérique centrale qui satisfont aux exigences de qualité. L'enjeu est d'intégrer la production des petits exploitants en l'augmentant et en faisant en sorte qu'elle satisfasse aux normes de qualité et aux conditions d'accès aux marchés internationaux.
2. Dans le cadre de son Programme de liens commerciaux, l'Association guatémaltèque d'exportateurs (AGEXPORT) a établi des liens entre les organisations de producteurs et les acheteurs aux niveaux national et international. Elle a recensé des possibilités d'éradiquer la pauvreté en créant des emplois et des sources de revenu. Le transfert des capacités et la promotion d'une vision du développement reposant sur des alliances stratégiques aideront les producteurs à accéder aux marchés d'une manière efficace et efficiente. Cette démarche consiste notamment à améliorer la gestion commerciale, les capacités de négociation des producteurs et leur aptitude à gérer les risques commerciaux et naturels associés à leur activité.
3. Travailler avec des organisations de producteurs suppose qu'elles deviennent des moyennes, petites et micro-entreprises (MPME) associatives. Ces modèles d'organisation sont caractérisés par un encadrement efficace et un esprit d'entreprise. Ces initiatives évoluent à mesure que des producteurs vulnérables plus nombreux sont intégrés au sein des filières, que l'emploi s'améliore pour les jeunes et les femmes et que les économies communautaires gagnent en dynamisme.

### **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

4. Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'objectif du FIDA consistant à permettre aux ruraux pauvres d'améliorer leurs conditions de vie, grâce à des entreprises rurales agricoles et non agricoles viables, durables et intégrées aux marchés nationaux et mondiaux.
5. Le programme vise à intégrer les organisations de producteurs de quatre pays d'Amérique centrale au sein des filières nationales et internationales; à améliorer les capacités nationales en matière d'agriculture et de développement rural favorisant les pauvres; à consolider les organisations de producteurs; et à accroître l'investissement dans les zones rurales grâce à des alliances entre les secteurs public et privé.
6. Ce programme est conforme à la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons, car il permettra d'élaborer des approches innovantes et de créer des systèmes de gestion et d'organisation à l'intention des organisations de producteurs, en donnant aux femmes et aux jeunes vivant en zone rurale les moyens d'accroître le revenu familial.
7. Ce programme renforce les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations de producteurs pour qu'ils puissent devenir des producteurs compétitifs, améliorer la productivité de leur travail et acquérir des compétences en gestion commerciale.

8. Les composantes du programme reposent sur l'expérience acquise par AGEXPORT en matière de collaboration avec des organisations de producteurs qui n'ont pas les liens nécessaires avec des marchés dynamiques, sont exposées à divers risques et sont exclues des partenariats public-privé.
9. Le programme correspond à la vision du FIDA promouvant le renforcement des partenariats stratégiques avec les organisations du secteur privé, AGEXPORT jouant le rôle de relais dans la diffusion des connaissances en matière de coopération sud-sud et dans le partage des savoirs.

### **III. Le programme proposé**

10. Le programme a pour but de permettre aux organisations de producteurs des territoires pauvres d'accéder aux marchés, après l'amélioration durable de leurs capacités de gestion technique et commerciale, en coordination avec les projets du FIDA et le secteur public, et la formation de techniciens et de fonctionnaires à l'appui de la création d'emplois et de sources de revenus, de la réduction de la pauvreté et de l'accès à la nourriture.
11. Les objectifs spécifiques visés sont les suivants:
  - permettre aux organisations de producteurs sélectionnées d'accéder à des marchés dynamiques;
  - former les chefs d'entreprise des MPME associatives rurales pour qu'ils aient accès aux marchés dynamiques et créent des emplois et des sources de revenus;
  - appuyer la gestion des savoirs des petits producteurs pour l'accès aux marchés; et
  - encourager les alliances entre les secteurs public et privé et le renforcement des institutions publiques grâce à des avis de spécialistes en matière d'innovation, en privilégiant la création d'emplois et de sources de revenus favorisée par l'accès aux marchés.
12. Le travail sera accompli en partenariat avec les institutions stratégiques comme les alliances d'apprentissage, le Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP) et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT).
13. Les bénéficiaires directs du programme seront les pays suivants: El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua. Les projets du FIDA réalisés dans ces quatre pays sont au nombre de sept.
14. Les groupes cibles sont composés d'organisations de producteurs à vocation commerciale, d'institutions publiques nationales et locales, d'équipes techniques chargées du développement rural, ainsi que d'universitaires et autres personnes s'intéressant au développement rural.
15. Le programme, d'une durée de trois ans, comprendra quatre composantes:
  - assistance technique spécialisée en matière d'accès aux marchés;
  - formation technique et commerciale;
  - gestion des connaissances concernant l'accès aux marchés et les liens commerciaux; et
  - promotion d'alliances entre les secteurs public et privé.

### **IV. Résultats et avantages escomptés**

16. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- **Composante 1: assistance technique spécialisée en matière d'accès aux marchés**
  - les organisations de producteurs de MPME rurales dans les régions pauvres améliorent la qualité de vie de leurs membres en offrant des emplois plus nombreux et meilleurs et un revenu familial plus élevé, ainsi qu'en améliorant la sécurité alimentaire et le développement économique, social et environnemental par le biais des projets d'AGEXPORT;
  - les organisations de producteurs de MPME rurales diversifient leurs produits et leurs marchés et établissent des relations commerciales durables avec les acheteurs;
  - des alliances stratégiques améliorant l'accès au marché des MPME rurales sont créées et renforcées;
  - les nouvelles possibilités d'activités économiques sont ouvertes également aux productrices;
  - les résultats du programme sont documentés et les expériences systématisées; et
  - les MPME rurales favorisent le transfert de technologies et les stratégies visant à une gestion durable des ressources naturelles.
- **Composante 2: formation technique et commerciale**
  - les responsables sont formés à la gestion des MPME rurales;
  - des cours de gestion commerciale sont offerts et les capacités acquises sont utilisées dans les MPME rurales qui collaborent aux projets du FIDA;
  - une assistance technique en matière de gestion commerciale est fournie aux techniciens des projets du FIDA; et
  - les techniciens des projets du FIDA sont formés à l'accès aux marchés et à la gestion commerciale en faveur du développement rural.
- **Composante 3: gestion des connaissances concernant l'accès aux marchés et les liens commerciaux**
  - les équipes techniques des projets de développement dans la région ont pris en charge l'accès aux marchés en privilégiant les liens commerciaux;
  - les organisations de producteurs ont adopté les méthodes de développement commercial, en mettant l'accent sur l'obtention de résultats au profit des femmes et des jeunes;
  - des outils et des instruments novateurs adaptés aux besoins des pays sélectionnés sont élaborés;
  - la démarche des filières pour l'accès aux marchés est renforcée afin d'obtenir de bons résultats en matière de création d'emplois;
  - les alliances institutionnelles avec les secteurs public et privé, y compris avec le Groupe régional d'assistance technique (RUTA), le CIAT et le RIMISP sont renforcées; et
  - l'expérience acquise dans le cadre du programme est partagée avec le reste de l'Amérique latine et des Caraïbes.
  - les savoirs découlant du programme sont partagés au sein du FIDA. Des produits issus de la gestion des savoirs sont mis au point à des

fins de partage. La diffusion dans le cadre du FIDA est assurée moyennant l'organisation de manifestations spécifiques.

- **Composante 4: promotion des alliances entre les secteurs public et privé**
  - la coopération entre les secteurs public et privé en faveur des MPME associatives rurales est plus efficace;
  - compte tenu des accords commerciaux existants avec les États-Unis et l'Union européenne, la Méso-Amérique – y compris la République dominicaine – est considérée dans une perspective régionale; et
  - les alliances entre les secteurs public et privé sont renforcées par les travaux menés conjointement avec les projets de développement et les institutions dans le cadre d'accords visant à promouvoir l'innovation et la compétitivité. La coordination avec les structures régionales – comme les alliances d'apprentissage, OXFAM, le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (CATIE), l'Agence néerlandaise de développement international (SNV), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et le programme AL-Invest de l'Union européenne – joue un rôle essentiel pour accéder au marché européen, à celui du Traité de libre échange entre les États-Unis et les pays d'Amérique centrale (Traité CAFTA) et à d'autres marchés.

## V. Modalités d'exécution

17. AGEXPORT, ONG privée créée en 1982, sera l'agent d'exécution. Elle offre un encadrement national à la promotion des exportations guatémaltèques en fournissant un soutien technique et institutionnel aux entreprises et aux entrepreneurs. La division Développement et liens commerciaux d'AGEXPORT collabore avec des partenaires comme le FIDA, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'Agence danoise de développement international (DANIDA) pour contribuer à réduire la pauvreté en créant des emplois et en assurant un revenu aux petits producteurs ruraux des régions pauvres ainsi qu'en créant des alliances entre les secteurs publics et privé pour renforcer l'impact sur la partie de la population qui est le plus à risque. AGEXPORT possède un solide système financier et administratif, qui fait l'objet d'un audit annuel réalisé par une entreprise internationale, ainsi qu'une grande expérience de la gestion de programmes avec des institutions multilatérales et des agences de coopération.
18. Le coordonnateur du programme sera le responsable du développement d'AGEXPORT, qui possède une vaste expérience dans le domaine du développement rural en Amérique centrale. Il a également travaillé comme conseiller auprès d'organisations de producteurs ruraux.
19. Deux spécialistes des entreprises rurales travailleront avec le coordonnateur. Ils ont une vaste expérience des organisations de producteurs ruraux et des acheteurs du secteur privé.
20. Un comité de pilotage, composé d'un représentant d'AGEXPORT, d'un représentant de la Division Amérique latine et Caraïbes du FIDA et d'un représentant d'un projet du FIDA, sera chargé d'approuver les plans de travail et budgets annuels, les rapports financiers et techniques et les rapports de S&E, et de conseiller l'équipe de coordination.
21. Un comité de sélection sera mis en place pour chaque projet de développement rural participant et des accords de coopération seront établis avec chacun d'entre eux. Les comités incluront les représentants de projets, AGEXPORT et les participants invités selon le type d'entreprises visées par les initiatives. Le coordonnateur du programme *PRO Mercados* y participera également.

22. AGEXPORT mettra en place un secrétariat technique qui facilitera le travail des comités.
23. Le programme sera supervisé directement par le FIDA.
24. S'agissant du S&E et des rapports, la priorité sera donnée à trois indicateurs de base (emplois créés, ventes facturées et augmentation du revenu familial). Viendront s'y ajouter des indicateurs relatifs à la parité entre les sexes, à l'environnement, à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi qu'au développement des jeunes membres et responsables des organisations de producteurs.
25. Un plan de S&E sera élaboré au cours des six premiers mois du programme. Des rapports techniques, financiers, de S&E et d'audit externe seront soumis chaque année.

## VI. Coûts indicatifs du programme et financement

26. Le coût total du programme s'élève à 3 295 000 USD. La contribution du FIDA sera de 2 000 000 USD (60%). AGEXPORT cofinancera le programme à hauteur de 1 295 000 USD (40%). La part cofinancée couvre une partie des dépenses afférentes au personnel administratif et technique requis pour l'exécution des activités du programme.

### Résumé du budget et du plan de financement (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>AGEXPORT</i>	<i>Total</i>
Dépenses de personnel	185	485	670
Connaissance de l'accès aux marchés	310	100	410
Équipement	6	10	16
Dépenses de fonctionnement	291	700	991
Frais de voyage	457		457
Publications	176		176
Formation/renforcement des capacités	575		575
<b>Total</b>	<b>2 000</b>	<b>1 295</b>	<b>3 295</b>

## Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	PO in poor areas access markets after improving their technical and business management capacities in a sustainable manner in collaboration with IFAD and private sector projects.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of new projects developed by MIPYMES.</li> <li>Number of jobs generated in MIPYMES.</li> <li>New markets identified for MIPYMES</li> </ul> Number of female producers that benefit from access to market	<ul style="list-style-type: none"> <li>Annual programme report</li> <li>M&amp;E report</li> <li>Website</li> <li>Specific reports</li> <li>Final external evaluation</li> <li>Annual external audit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Demand for PO products remains unchanged.</li> <li>Governments invest in rural productive infrastructure.</li> <li>Climate change impacts are minimized through technology transfer</li> </ul>
<b>Objectives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) To generate access to dynamic markets for PO</li> <li>b) To train business leaderships in MIPYMES.</li> <li>c) To manage knowledge for PO to access markets.</li> <li>d) To promote public-private alliances for rural development.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of organizations with TA on access to markets</li> <li>Number of leaders trained</li> <li>Number of jobs generated by MIPYMES with TA and IFAD project investments.</li> </ul>	Annual programme report M&E report Electronic platform, DataExport journal Specific reports Final external evaluation Annual external audit Satisfaction surveys	<ul style="list-style-type: none"> <li>Local governments support productive and commercial development.</li> <li>MIPYMES incorporate knowledge and manage rural businesses</li> <li>IFAD projects are proactive.</li> </ul>
<b>Outputs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>TA in Market Access</b> for rural small producers.</li> <li><b>Technical and commercial training</b> for MIPYMES leaders and IFAD project technicians</li> <li><b>Management of knowledge</b> of market access and business linkages.</li> <li><b>Promotion of private-public alliances</b> generating models of rural MIPYMES.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of innovation and competitiveness projects</li> <li>Number of MIPYME technicians trained</li> <li>Number of alliances for knowledge management</li> <li>Number of public-private alliances generated and operational</li> <li>Number of PO with environmentally sustainable technologies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Annual programme report</li> <li>Electronic platform, DataExport Journal</li> <li>Specific reports</li> <li>M&amp;E report</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Government support public-private alliances for rural development</li> </ul>
<b>Key Activities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cooperation agreements with development projects,</li> <li>Implementation of the Specialized TA Competitive Fund</li> <li>Planning of training courses for leaders and technicians</li> <li>TA for strengthening public institutions in strategic areas</li> <li>Definition of priorities for knowledge management and transfer of capacities</li> <li>Identification of actors for public-private alliances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of PO receiving TA.</li> <li>Number of PO joining dynamic markets implementing sustainable management and clean production.</li> <li>Number of courses and training programs offered by the Programme</li> <li>Number of producers, leaders, technicians and officials receiving training</li> <li>Number of coordination meetings with IFAD projects</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>AGEXPORT TA agreements with PO</li> <li>Sales made by rural MIPYMES</li> <li>Programme annual reports</li> <li>Event-specific reports issued by the Foreign Commerce Academy</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National politics does not affect linkages and access to markets.</li> </ul>